



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**
n° 2025-098 du 17 juillet 2025

Etabli en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

Objet :

**Travaux pour la construction d'un Institut de Cancérologie Normandie Ouest (ICNO)
pour le CHU Caen Normandie**

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CAEN (CHU) EST L'ACHETEUR, IL EST REPRESENTÉ PAR LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT.	4
DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE, MONSIEUR KEVIN CHAPELAIN (TEL : 02 31 06 44 42) EST L'INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE ET A ÉTÉ DESIGNÉ RESPONSABLE DU SUIVI DES TRAVAUX.	4
1.2 TITULAIRE	4
1.3 CO-TRAITANCE	4
1.4 SOUS-TRAITANCE	4
1.5 ÉQUIPE DE MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	4
1.6 MAÎTRE D'ŒUVRE	4
2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 DECOMPOSITION EN LOTS	5
2.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	6
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	6
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	7
4.3. PENALITÉS	7
4.4. PENALITÉS POUR MAUVAISE EXECUTION DU MARCHE (MESURES COERCITIVES).....	9
4.5. MISE EN DEMEURE.....	9
4.6. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	10
5. LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
6. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER	10
7.1 PROJET DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
7.2 AUTRES DOCUMENTS FOURNIS AVANT, PENDANT ET APRES EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
8. ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	11
9. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	11
10. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	11
11. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	11
12. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	11
12-1 CARACTERE DU PRIX	11
12-2 CARACTERE REVISABLE DU PRIX.....	11
13. CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT	13
14 . CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
15. REGLEMENT DES COMPTES.....	14
15.1 AVANCE FORFAITAIRE.....	14
15.2 AUTRES AVANCES	14
16 . DECOMPTES MENSUELS	14
16.1 PROJET DE DECOMPTE MENSUEL	14

16.2	ETABLISSEMENT DE L'ACOMPTE MENSUEL	14
16.3	PROJET DE DECOMPTE FINAL	14
16.4	DECOMPTE FINAL	14
17.	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	15
18.	RECEPTION DES TRAVAUX.....	15
19.	DELAJ DE GARANTIE	15
20.	ASSURANCES.....	15
21.	RECOURS AUX MARCHES SIMILAIRES	15
22.	RESILIATION DU MARCHÉ	15
22.1	CAS DE RESILIATION	15
22.2	INDEMNITE DE RESILIATION.....	15
23.	LITIGES.....	16
24.	IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	16
24.1	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	16
24.2	INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DE PRIX.....	16
24.3	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	17
25.	VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DE SALARIES.....	17
26.	ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION.....	17
27.	MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	17
28.	DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX.....	18

PREAMBULE

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Le Centre Hospitalier Universitaire de CAEN (CHU) est l'Acheteur, il est représenté par le Directeur de l'Etablissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, Monsieur Kévin CHAPELAIN (Tél : 02 31 06 44 42) est l'interlocuteur du titulaire et a été désigné responsable du suivi des travaux.

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-23 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à conditions d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG - Travaux. Le dossier présenté par le titulaire en cours de marché pour l'agrément de ses sous-traitants doit être remis au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis directement contre récépissé.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer au CHU Caen Normandie le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché (article 50 du CCAG - Travaux).

Nonobstant la possibilité pour le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre d'exclure du chantier un sous-traitant non agréé et la possibilité d'appliquer l'article 50 du CCAG - Travaux, toute présence sur le chantier de salariés d'un sous-traitant non-agréé entraîne l'application d'une pénalité telle que définie au 4.3 du présent document.

1.5 Equipe de maîtrise d'ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée en interne par la Direction Générale du CHU de Caen qui a désigné en son sein **Monsieur Kévin CHAPELAIN** en qualité de Responsable de suivi des travaux.

1.6 Maître d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

AFA+SANA Architecture
Siège social : 47 avenue du Lugo
94600 Choisy-le-Roi
Tél.+33 (0)1 71 29 03 11 E
contact@afasanae.com

ARTELIA – Bâtiments Régions & Equipements
Siège social : 16, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-Sur-Seine

Tél.+33 (0)2 35 53 72 46
sophie.cardine@arteliagroup.com

ESSOR INGENIERIE

Siège Social : 2 rue Pierre Gilles de Gennes
64140 LONS
Tél.+33 (0)5 59 123 123
rouen-lille@essor-group.com

1.7 Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par :

APAVE NORD OUEST

5 RUE DE L'ATALANTE
14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR
caen@apave.com
Tél.+33 (0)2 31 53 31 31

1.8 Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé

La mission de coordination en matière sécurité et protection de la santé est assurée par :

EXELL SECURITE

52 avenue Marcel Paul
93290 TREMBLAYE EN FRANCE
Tél.+33 (0)1 49 47 70 45 - 06 16 45 43 21
contactAO@exell-securite.fr

1.9 Coordination des systèmes de sécurité incendie :

La mission de coordination en matière des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

NAMIXIS & SSICoor

Horizon 2000 – Immeuble Mach 6
Avenue des Hauts Grigneux
76420 BIHOREL
Tél.+33 (0)2 32 91 79 29
luc.dandre@groupestea.com

2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

La présente consultation a pour objet les travaux pour la construction d'un bâtiment de cancérologie pour le CHU Caen Normandie (ICNO)

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) définissent les modalités juridiques en vertu desquelles sont réalisés les travaux qui font l'objet de cette consultation.

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières définissent les stipulations techniques à respecter dans le cadre de la réalisation des prestations.

2.2 Décomposition en lots

☐ Non ☒ Oui

Lot 1 : Voirie, Réseaux, Divers (VRD)
Lot 2 : Aménagement paysager
Lot 3 Gros-Œuvre / Façade Ossature Bois
Lot 4 Couverture/Etanchéité
Lot 5 Façade/bardage
Lot 6 Menuiseries Extérieures/Serrurerie
Lot 7 : Menuiserie Intérieure – Mobilier – Plâtrerie
Lot 8 : Plafonds – Rails lève-malade
Lot 9 : Carrelage – Faïence
Lot 10 : Sols Souples
Lot 11 : Peinture
Lot 12 : Signalétique
Lot 13 : CVC Plomberie
Lot 14 : Fluides Médicaux
Lot 15 : Electricité
Lot 16 : Ascenseur
Lot 17 : Pneumatique

2.3 Décomposition en tranches

☒ Non ☐ Oui

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé (ATTRI1) par lot ;
- 2) Le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par lot ;
- 3) Le présent CCAP ;
- 4) Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et leurs documents annexés
- 5) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lot ;
- 6) Les dossiers techniques et les plans ;
- 7) Le RICT ;
- 8) Le PGC ;
- 9) Le planning et le phasage d'exécution des prestations ;
- 10) Le cadre de composition de l'équipe ;
- 11) Les échanges questions réponses ;
- 12) La réponse technique du titulaire ;
- 13) Le CCAG – TRAVAUX.

Le CCAG - Travaux n'est pas fourni mais peut être obtenu sur simple demande auprès de la direction des affaires juridiques aux coordonnées indiquées page 3 du règlement de consultation.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU DE CAEN et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

4.1. Délai d'exécution des travaux

La durée d'exécution du marché public est de 16 mois (dont 2 mois de préparation) à compter de la date de notification de l'ordre de service

Il est fait application de l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, un ordre de service sera émis et précise la date de démarrage de la période de préparation.

A l'issue de l'exécution des prestations de la phase préparatoire, un ordre de service est émis par lot et précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général du CHU de Caen. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de Caen.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU de Caen dans les plus brefs délais.

4.2. Prolongation du délai d'exécution

Les stipulations de l'article 18.2 du CCAG - Travaux sont applicables.

4.3 Pénalités

En cas de retard des délais fixés au CCTP, au planning d'exécution élaboré et éventuellement modifié et au présent document, le titulaire encourt, sur simple constat, sans mise en demeure, les pénalités ci-dessous définies, exprimées en jours calendaires.

4.3.1. Retard du délai d'exécution des travaux :

En cas de retard sur une date clé, une date jalon ou sur le délai d'exécution, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux, l'entreprise est passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité calculée au taux de : **1/1000^e** du montant du marché HT (Montant minimum forfaitaire : 500 € par jours calendaires) éventuellement modifié par avenant, par jour calendaire de retard sur toutes les tâches du planning d'exécution. Le montant des pénalités n'est pas plafonné, conformément à l'article 19.2 du CCAG - Travaux. Le montant minimum forfaitaire de la pénalité est de 500 €.

4.3.2 Retard du délai de remise ou diffusion des documents ou ouvrages nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, échantillons, prototype, nuanciers, fiches techniques, ...):

Une pénalité forfaitaire de **500 €** par document prévu au CCTP ou au CCAP, par zone et par jour de retard constaté à l'expiration du délai contractuel pourra être appliquée.

4.3.3 Retard dans la production de justification ou prévision de prix pour les travaux, ouvrages non prévus au marché (devis) – Délai de 72h à compter de la demande du maître d'œuvre :

Une pénalité forfaitaire de **250 €** par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

4.3.4 Retard dans la production du PPSPS :

Une pénalité forfaitaire de **500 €** par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

4.3.5 Retard dans la mise en œuvre des installations de chantier, dans leur repliement et dans la remise en état des lieux :

Le titulaire encourt une pénalité de **250 €** par jour de retard constaté à l'expiration du délai contractuel. Le titulaire encourt une pénalité de 500€ par jour de retard constaté sur la mise en place de la GED. (Gestion électronique des documents).

4.3.6 Retard dans le nettoyage du chantier et évacuation des déchets :

Chaque entreprise est tenue d'assurer le nettoyage continu (au minimum journalier) et au fil de l'eau de chaque zone du chantier où elle intervient, y compris les voies d'accès à l'intérieur du site, les voies d'accès à l'extérieur du site si nécessaire ainsi que la base vie du chantier. Dans le nettoyage dû par l'entreprise, il est compris :

La collecte des emballages de matériaux, appareillages, accessoires, etc., y compris avec toutes les précautions spécifiques pour l'utilisation systématique des filières de récupération quand elles existent ; La collecte des chutes, des restes, excédents, découpes, etc., de matériaux quel que soit leur nature, y compris avec toutes les précautions spécifiques pour l'utilisation systématique des filières de récupération quand elles existent ; L'aspiration en continu des poussières, sciures, particules fines générées par l'exécution de la prestation, y compris pour les percements, découpes, ponçages,

rabotages, démolitions, etc. en tous genres ; Le transport depuis l'endroit de la collecte du déchet jusqu'à son point de dépôt provisoire autorisé, ou jusqu'au point de prise en charge par les acteurs de la filière de récupération ; La dépose du déchet à l'intérieur du récipient de collecte fixé pour ce déchet ; Le balayage humide soigné de la zone de travail ; Le balayage, l'aspiration, le lavage des voies publiques d'accès au chantier. En cas de constat par le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, l'OPC, le Maître d'ouvrage, d'un manquement aux consignes ci-dessus, le Coordonnateur SPS ou le Maître d'œuvre procéderont à un premier rappel à l'ordre de l'entrepreneur concerné et le notifiera par courriel à l'entrepreneur concerné, avec copie au Maître d'ouvrage. Cette notification sera portée à l'ordre du jour de la réunion de chantier suivante et consignée dans son compte rendu. Si, après ce premier rappel à l'ordre, notifié tel que ci-dessus, l'entrepreneur n'a toujours pas procédé au nettoyage dans le délai de 48 heures (2 jours ouvrés), une pénalité d'un montant égal à 5% de sa situation mensuelle, et au minimum égale à 500 euros sera appliquée, sur la situation de travaux du mois ou, à défaut sur la suivante. Après un deuxième rappel, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception par le Maître d'ouvrage, si l'entrepreneur n'a pas procédé au nettoyage des parties qui lui ont été assignées dans le délai de 72 heures (3 jours ouvrés) à compter de la date d'accusé de réception, et après un simple constat, effectué par le Maître d'ouvrage ou son assistant, lors de la réunion de chantier suivante, la pénalité appliquée sur la situation de travaux sera de 10% et au minimum égale à 1 000 euros. Ces pénalités ont un caractère définitif. Dans le cas où plusieurs entreprises sont intervenues simultanément dans une zone et que le Coordonnateur SPS, la Maîtrise d'œuvre, l'OPC, le Maître d'ouvrage constatent un défaut de nettoyage, le Maître d'œuvre déterminera, à partir de l'examen des déchets trouvés sur place et, après concertation avec le Coordonnateur SPS, les entreprises responsables à mettre en demeure et/ou à pénaliser. Les entreprises seront pleinement pénalisées dans les conditions ci-dessus, il n'y aura pas de répartition au prorata des volumes de déchets constatés.

4.3.7 Retard dans la remise du dossier DOE : à transmettre dans le mois après la date de réception, une pénalité forfaitaire de 600€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

4.3.8 Absence et retard à une réunion de chantier :

Toute entreprise (y compris sous-traitants directs) ayant été dûment convoquée par courrier, courriel ou mention sur le compte rendu de chantier de la précédente réunion, devra être représentée aux réunions de chantier par un des représentants nommément désignés au début des travaux. Toute absence de ce représentant ne résultant pas d'un cas de force majeure sera sanctionnée par une retenue de 200 euros. Cette retenue est définitive.

NOTA : Par respect des autres participants et pour permettre à l'OPC de manager la réunion dans des conditions normales, et après un premier rappel noté au compte rendu, tout retard à une réunion, constaté par l'OPC, même de moins d'un ¼ d'heure, pourra être sanctionnée de la retenue pour absence ci-dessus, sur décision du Maître d'ouvrage. Les retards constatés valent pour les réunions organisées sur convocation directe ou sur compte rendu de la précédente réunion tant pour la maîtrise d'œuvre que pour le coordonnateur O.P.C. Les réunions de synthèse s'entendent comme des réunions de chantier.

4.3.9 Pénalités pour défaut de protections et de sécurité des travailleurs :

Chaque entreprise est tenue, avant son intervention, d'assurer la protection des ouvrages réalisés par les autres corps d'état des risques de dégâts et salissures provoqués par sa prestation, quels qu'en soient la nature. La fourniture à pied d'œuvre, la mise en œuvre, le retrait, l'enlèvement et l'évacuation des protections des ouvrages sont réputés faire partie intégrante de la prestation. Le début d'exécution de la prestation ne pourra être autorisé par l'OPC et le Coordonnateur SPS qu'après constat de la mise en œuvre de l'ensemble des protections nécessaires. En cas de retard d'exécution consécutif à un refus d'autorisation de début d'exécution pour absence ou insuffisance de protection, les pénalités pour retard s'appliqueront automatiquement.

En cas de constat d'exécution d'une prestation sans mise en place des protections d'ouvrages appropriées, une pénalité de 1 000 euros par jour calendaire sera appliquée, et les coûts consécutifs aux éventuelles reprises ou remplacements d'ouvrages dégradés feront l'objet d'une réfaction correspondante sur les sommes dues à l'entrepreneur responsable, par simple décision du Maître d'ouvrage ou de son assistant. D'autre part, en cas de non-respect par l'entrepreneur des indications portées par le coordonnateur SPS dans le PGC, le registre journal ou par courrier, et après mise en demeure sans effet, il sera appliqué une pénalité égale à deux 200 euros par jour ouvrable et ce jusqu'au jour où les demandes du Coordonnateur SPS seront complètement satisfaites. Ces pénalités et réfections ont un caractère définitif.

4.3.10 Décompte du nombre de jours de retard :

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

4.4 Pénalités pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives)

Sur simple constat du maître d'œuvre, sans mise en demeure, sur compte rendu de chantier, au cas où le titulaire n'exécuterait pas les travaux conformément aux termes du marché, il s'exposerait aux pénalités pour mauvaise exécution suivantes, exprimées en « forfait » ou jours « calendaires » :

- défaut de nettoyage/balayage/humidification en période sèche (à la demande de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre) des voies d'accès du chantier, y compris 200m en sortie d'emprise de chantier : 500€/jour,
- bruit excessif : 500 €/constat de non-respect de la réglementation,
- dépôt de matériel, matériaux, déchets en dehors des zones prescrites à cet effet : 1 500 €/infraction,
- manquement aux obligations de nettoyage : 500 € par jour et par local ou zone de 100 m² non nettoyée,
- dégradation des installations communes : 500 euros par constat,
- non-respect des mesures et/ou actions correctives d'urgences demandées et notifiées par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre : 150 €/infraction,
- Défaut de sécurité d'un salarié ou d'un poste de travail : 1 000 € par constat,
- Défaut d'encadrement sur le chantier : 1 500 € par jour,
- Présence d'un salarié d'un sous-traitant non agréé : 500 € par jour de présence et par salarié,
- Absence non justifiée à un rendez-vous de chantier d'un représentant sauf s'il est dégagé de cette responsabilité par le maître d'œuvre : une pénalité forfaitaire de 200 €,
- Absence aux OPR et levée des réserves : 1 500 euros par constat.

La non-contestation par le titulaire dans un délai de quinze jours à réception de la notification du PV de réception signé par la maîtrise d'ouvrage vaut acceptation de sa part de ce délai et ne pourra plus faire l'objet de quelque réclamation sur l'application de ces pénalités. Le titulaire du marché informe par écrit la maîtrise d'œuvre de la date à laquelle il a terminé la levée de ces réserves. Sur constat établi par procès-verbal si le maître d'œuvre constate la levée totale de ces réserves c'est cette date qui tient lieu de fin d'exécution des levées de réserve. Dans le cas contraire les pénalités continuent à courir jusqu'à la levée totale des réserves dans les conditions identiques à celles énumérées ci-dessus.

- Contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels : 300 € par jour. Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au Maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit dans les 15 jours à compter de la demande, le titulaire encourt une pénalité.
- Pour travail dissimulé : si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.
- Transmission du décompte final : 200 € par jour.

Les pénalités prévues aux articles 4.3 et 4.4 du présent document sont dues quel que soit leur montant. Celui-ci est notifié, pour information, au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. A cet effet, les pénalités seront prélevées sur le décompte mensuel immédiatement postérieur au décompte de pénalité notifié.

Plafonnement des pénalités ;

Le montant des pénalités et retenues mentionnées ci-avant n'est pas plafonné. Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quand leur montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

4.5 Mise en demeure

Par dérogation à l'article 52 « mesures coercitives » du CCAG - Travaux, le Maître d'œuvre peut notifier à l'entreprise une décision écrite le mettant en demeure de terminer les travaux au plus tard dans le

délai fixé dans la décision (délai de 15 jours minimum). Si l'entreprise n'a pas donné suite à la mise en demeure, le marché est résilié sans mise en demeure préalable aux torts de l'entreprise et les travaux sont confiés à une autre entreprise aux frais et risques de l'entreprise, titulaire du présent marché.

4.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées au marché, ou bien encore n'exécutera pas dans une qualité recevable, le CHU Caen Normandie **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 15 jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de le CHU Caen Normandie, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

5. LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux s'exécutent avenue de la Côte de Nacre (14000) pour le CHU Caen Normandie

Le CHU Caen Normandie de Caen sera vigilant sur la qualité du personnel affecté et sur la limitation des nuisances.

6. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX - PREPARATION DE CHANTIER

7.1 Projet des installations de chantier

Le projet des installations de chantier doit être transmis au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS dans un délai de 15 jours à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution du marché.

Sur le projet des installations de chantier, doit figurer l'ensemble des éléments cités au Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

7.2 Autres documents fournis avant, pendant et après exécution des travaux

7.2.1. Dispositions générales

Le titulaire doit fournir au maître d'œuvre l'ensemble des documents prévus au CCTP. Les documents seront validés par le Maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de leur réception.

L'ensemble des documents informatiques doivent être exempts de tous virus connus le jour de leur transmission. Ils doivent être conformes à la charge graphique DAO du CHU de Caen.

Toute fabrication n'ayant pas reçu l'approbation du Maître d'œuvre peut être refusée par celui-ci. Ainsi, le Maître d'œuvre pourra demander des modifications au titulaire sans supplément de prix, ni de délai.

7.2.2. Documents à fournir pour l'ouverture du chantier

Avant dépôt d'une demande d'ouverture de chantier, le Titulaire du marché devra fournir pour approbation au CHU, Acheteur, les documents requis figurant au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot concerné.

7.2.3 Demande de plans

Le titulaire passe obligatoirement par un référent CHU pour une demande de plan et doit tenir compte d'un délai d'une semaine afin que le CHU puisse fournir les documents demandés.

7.2.4 Documents à fournir en fin de travaux

Avant la réception définitive des travaux, le titulaire devra fournir au Maître d'œuvre sous forme de dossier des ouvrages exécutés (DOE) parfaitement agencé, les documents listés aux CCTP.

La réception ne pourra être prononcée, en cas de non remise de la totalité des documents cités.

En cas de non-respect du délai accordé, il pourra être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents (article 4.3 du présent document).

Enfin, la non-remise des documents au moment de la réception des travaux est de nature à entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire en application des articles 45 à 47 du CCAG-Travaux.

8. ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

Le titulaire doit respecter toutes les mesures prévues par le plan général de coordination. De même, il donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

9. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur, ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G./travaux, ou déroge à ce dernier.

10. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G-Travaux et des fascicules du C.C.T.G concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le titulaire est tenu de présenter sur place, sur demande du maître d'œuvre, les échantillons de matériaux, de fournitures et appareils qu'il se propose d'utiliser. Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre assisté du bureau de contrôle.

Dans le cas où ces vérifications donneraient des résultats insatisfaisants, le coût de vérification serait à la charge du titulaire jusqu'à l'obtention du résultat souhaité.

11. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais et contrôles des ouvrages sont prévus par les fascicules du C.C.T.G., et le cas échéant précisés aux C.C.T.P.

Le titulaire est tenu de fournir tous les échantillons et d'effectuer les essais prévus au marché à ses frais.

Les essais complémentaires éventuels, demandés par le Maître d'Ouvrage, sont à la charge de ce dernier s'ils sont favorables au titulaire et à la charge du titulaire si le résultat conduit à un refus de réception de la partie d'ouvrage.

12. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Dans le cadre du présent marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des travaux, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent aux cadres de DPGF ou sur tout autre document relatif à l'offre.

12-1 Caractère du prix

Le présent marché est traité à **prix forfaitaire**. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent marché sont réglés par le prix global et forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement et détaillés dans le cadre de DPGF du titulaire.

L'annexe DC4 à l'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé à (aux) l'éventuel(s) sous-traitant(s).

Il est précisé qu'en cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres hors T.V.A. figurant dans l'Acte d'Engagement (A.E.), prévaut sur toutes autres indications.

En conséquence, le titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

12-2 Caractère révisable du prix

Le prix du marché est révisable selon la formule ci-après.

La révision sera appliquée en hausse comme en baisse, dans les conditions précisées à l'article 9.4 du CCAG Travaux :

Pr (prix révisé) = $P \times K$

P étant le prix à réviser

K étant le coefficient de révision donné par la formule : $K = 0,15 + 0,85 \times (I_m / I_{m0})$

K étant arrondi au millième supérieur 3 chiffres après la virgule

I_m et I_{m0} étant les valeurs de l'indice ou index de référence, respectivement au mois m de réalisation des travaux de l'acompte mensuel et au mois zéro ($m0$).

Par dérogation à l'article 12.2.1 e) du CCAG Travaux la révision définitive est calculée par le Maître d'œuvre sur la base du dernier indice connu au moment de l'exécution des prestations. Aucune révision provisoire ne sera effectuée.

La révision établie à chaque décompte mensuel sera calculée sur la base du montant des travaux y compris les éventuelles retenues, pénalités ou primes (à l'exception de la retenue de garantie).

Les indices de référence utilisés pour la révision du prix du marché sont ceux publiés par le MONITEUR (<http://services.lemoniteur.fr/indices-index>), à savoir :

Lot	Intitulé	Indice BT utilisé
1	Voirie, Réseaux, Divers (VRD)	TP 08
2	Aménagement paysager	EV3
3	Gros-Œuvre – Façade et Charpente Bois	BT 01
4	Couverture – Etanchéité	BT53
5	Façades – Bardage	BT49
6	Menuiserie Extérieure – Serrurerie	BT43
7	Menuiserie Intérieure – Mobilier – Plâtrerie	BT08
8	Plafonds – Rails lève-malade	BT08
9	Carrelage – Faïence	BT09
10	Sols Souples	BT10
11	Peinture	BT46
12	Signalétique	BT18A
13	CVC Plomberie	BT 41
14	Fluides Médicaux	BT38
15	Electricité	BT 47
16	Ascenseur	BT 48
17	Pneumatique	BT 41

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient multiplicateur (C) donné par la formule suivante (:

$$C = \frac{BT_{...} - 3}{BT_{...}^0}$$

dans laquelle :

BT... - 3 : valeur prise par l'index BT au mois m - 3, à savoir, valeur publiée 3 mois avant le mois de commencement d'exécution des travaux,
BT...⁰ = valeur de l'index BT au mois zéro (mois précédent celui de la remise des offres finales, et après négociations).

13. CONDITIONS DE RÈGLEMENT - DÉLAIS DE PAIEMENT

L'établissement du DOE sera évalué forfaitairement à 2 % (deux pour cent) de la valeur du marché. La somme correspondante sera retenue jusqu'à la fourniture complète du document validé par la maîtrise d'œuvre.

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 9 et suivants du CCAG - Travaux.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit la solution informatique gratuite et sécurisée **Chorus Pro** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant le CHU Caen Normandie de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service permettant de distinguer les différents services
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de **40 euros**.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au CHU Caen Normandie une indemnisation complémentaire, sur justification.

Comptable	Adresse	Tel	Courriel
Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrande 14000 Caen	02 31 47 11 11	t014014@dgfip.finances.gouv.fr

14 . CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % du montant des travaux. Cette retenue de garantie sera restituée, si le titulaire du marché a rempli toutes ses obligations, dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où le CHU Caen Normandie serait amené à prélever sur la retenue de garantie les sommes nécessaires aux pénalités, réparations diverses imputables au titulaire du marché, ce dernier devra la reconstituer dans les 20 jours à défaut de quoi les acomptes et paiements divers seront suspendus.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande en application des articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. L'avance ne sera versée au titulaire qu'à partir de la réception de ladite garantie à première demande.

15. REGLEMENT DES COMPTES

15.1 Avance forfaitaire

Une avance forfaitaire de 5% sera versée dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Le remboursement de cette avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire. Le remboursement de l'avance se fera en une seule fois lorsque le montant des travaux exécutés au titre du présent marché atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. En tout état de cause, il devra être terminé au maximum quand ces sommes atteindront 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

L'option retenue concernant l'avance est l'option B telle que définie à l'article 10.1 du CCAG - Travaux.

15.2 Autres avances

Aucune autre avance n'est accordée au titulaire à quelque titre que ce soit.

16 . DECOMPTES MENSUELS

Conformément à l'article 12.2 du CCAG - Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels au fur et à mesure de l'exécution du marché.

16.1 Projet de décompte mensuel

Le titulaire remet au maître d'œuvre son projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG – Travaux.

Le projet de décompte comportera les indications minimales ci-après :

- la date d'envoi du projet au maître d'œuvre,
- la désignation des parties contractantes,
- le rappel des coordonnées bancaires,
- le numéro et date du marché,
- l'intitulé du marché faisant l'objet de la demande de paiement,
- le numéro de la situation et le mois d'exécution des travaux correspondants,
- les prix indiqués au marché (exprimés en prix de base),
- le montant de la T.V.A.,
- le prix T.T.C,
- le cas échéant, la référence de l'ordre de service,
- le cas échéant, les attestations de délégations de paiement pour les sous-traitants.

LE TITULAIRE S'ENGAGE A RESPECTER LES INSTRUCTIONS PRESENTES EN CE QUI CONCERNE LA FACTURATION. A DÉFAUT, LES FACTURES SERONT IRRECEVABLES ET LUI SERONT RETOURNEES.

16.2 Etablissement de l'acompte mensuel

Le maître d'œuvre établit l'acompte dans les conditions prévues à l'article 12.2 du CCAG - Travaux.

16.3 Projet de décompte final

Le projet de décompte final s'établit dans les conditions énoncées à l'article 12.3 du CCAG - Travaux.

16.4 Décompte final

Le projet de décompte final est accepté ou rectifié par le Maître d'œuvre ; il devient alors le décompte final.

Le maître d'œuvre établit le décompte général à partir du décompte final de l'entrepreneur conformément à l'article 12.4.1 du CCAG - Travaux.

17. RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier auront lieu sur place, au jour et à l'heure fixés par le Maître d'Œuvre.

Pour les rendez-vous de chantier où sa présence est requise, le titulaire est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter par un technicien qualifié habilité à prendre des décisions financières et techniques engageant l'entreprise dans le cadre de son marché.

A défaut, le titulaire sera réputé absent et s'exposera à la pénalité prévue au 4..3.10 4 du présent document.

Les rendez-vous de chantier seront présidés par le Maître d'Œuvre qui en délivrera le compte-rendu. Le titulaire devra faire connaître, par écrit, dans les huit jours, les réserves qu'il pourrait formuler sur ce compte-rendu.

18. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux sera organisée à la demande du titulaire. Elle doit respecter les délais d'exécution. Elle sera effectuée conformément aux articles 41 et 42 du CCAG - Travaux.

19. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages, à compter de la réception finale des travaux.

Conformément à l'article 44 du CCAG - Travaux, les garanties biennales ou décennales indiquées au C.C.T.G. Travaux et celles dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil sont applicables s'agissant des ouvrages et des travaux réalisés.

20. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil. Cette attestation doit être valable à la date d'ouverture du chantier et correspondre aux travaux réalisés.
- D'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux

21. RECOURS AUX MARCHES SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de travaux similaires à ceux objets du présent contrat.

22. RESILIATION DU MARCHÉ

22.1 Cas de résiliation

Le CHU Caen Normandie pourra décider de procéder à la résiliation du marché, aux torts exclusifs du titulaire et sans qu'il ne puisse prétendre à une indemnité et sans mise en demeure préalable, dans les conditions suivantes :

- si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions des articles 20 et 23 du présent document,
- si la mauvaise exécution des travaux et prestations a été relevée, une mise en demeure préalable lui ayant été adressée par lettre recommandée avec avis de réception lui enjoignant de respecter ses obligations, dans un délai fixé par le CHU de Caen et l'informant de la possible résiliation du marché ou au cas où un nouveau manquement serait observé au cours du mois suivant.

22.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire (article 50.3 du CCAG - Travaux), ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 50.1 (événements extérieurs), n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée en application de l'article 50.4 du CCAG - Travaux (motif d'intérêt général) ouvre droit à une indemnité forfaitaire de 5 % du montant du marché.

Le titulaire devra en faire la demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des travaux et prestations payés. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire du marché doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non-exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU Caen Normandie pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG - Travaux, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU Caen Normandie verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, par le CHU Caen Normandie, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

23. LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, non résolu de manière amiable, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Caen.

24. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

24.1 Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer l'établissement à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

24.2 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire de prix

Le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le CHU de Caen sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le CHU de Caen analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le CHU de Caen.
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

24.3 Modification des conditions d'exécution

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le CHU de Caen peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre prestataire pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

25. VERIFICATIONS RELATIVES A L'EMPLOI DE SALARIES

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 22 du présent CCAP.

26. ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès au chantier à Evrecy sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

27. MODIFICATIONS DU MARCHE

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

En cas de modification du périmètre des travaux et prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence, le CHU de Caen pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte ces évolutions

Il en sera de même si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

28. DEROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de travaux sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 3	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Articles 4.3 et 4.4	Article 19	Pénalités de retard (<i>le cas échéant</i>) : montants et mise en œuvre
Article 4.5	Article 52	Mesures coercitives
Article 4.1	Article 28	Période de préparation
Article 22.1	Article 49	Absence de mise en demeure avant résiliation
Article 22.2	Article 50	Indemnisation suite à résiliation

* *
*